Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 4

Artikel: Deux exercices emblématiques du partenariat pour la paix
Autor: Curtenaz, Sylvain
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345992

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Deux exercices emblématiques du Partenariat pour la paix[1]

Parmi les activités du Partenariat pour la paix, deux premières emblématiques ont eu lieu en 1999. Un équipage suisse a participé à «COOPERATIVE BEAR», un exercice de conduite du trafic aérien et d'évacuation sanitaire aérienne en situation de catastrophe. «VIKING 99», résultat d'un projet américano-suédois d'exercice assisté par ordinateur, permettait pour la première fois la collaboration des militaires avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, lors d'une opération de soutien de la paix. Cette collaboration était poussée très loin, des mouvements pacifistes suédois ayant collaboré à l'élaboration du scénario!

Maj EMG Sylvain Curtenaz

Premier exercice PPP sur sol polonais, «COOPERATIVE BEAR» avait pour but d'exercer le travail en commun des aéronefs, mis à disposition par les membres et partenaires de l'OTAN, dans le cadre d'un engagement humanitaire. Travailler ensemble signifie surmonter toutes les difficultés générées par des machines et des procédures différentes, dans un espace aérien commun placé sous un commandement unique utilisant les procédures OTAN.

«COOPERATIVE BEAR 99»

Suite à des fortes pluies et des crues incontrôlables, *Wetland* connaît une situation catastrophique. Blessés, routes coupées, approvisionnement difficile; les moyens de ce pays fictif, qui recouvre tout le sud de la Pologne, sont rapidement épuisés. Son Gouvernement en appelle à l'ONU. Dix-huit pays, dont la Suisse, répondent à cette demande et placent leurs appareils sous commandement de l'OTAN, mandatée pour conduire l'opération. Basée sur l'aérodrome de Balice près de Cracovie, la force aérienne internationale a pour mission d'évacuer malades et blessés depuis les postes sanitaires de secours, de les acheminer ensuite vers les hôpitaux de *Wetland* et des pays voisins.

Le largage de biens de soutien est inclus dans la mission. Des parachutistes assureront le marquage et la sécurité des *landing zone* (*LZ*: place d'atterrissage) et des *drop zone* (*DZ*: zones de largage). La situation étant considérée calme, les hommes et les machines ne sont pas armés.

Huit hommes et un «Super Puma»

Notre pays engage un *Super Puma* dans cet exercice, avec pour but de mesurer nos procédures et notre matériel aux normes internationales. Une équipe de huit hommes, provenant en majeure partie des Forces aériennes, s'envole fin septembre 1999 pour la Pologne. Deux pilotes professionnels de l'Escadre de surveillance aux commandes, un *Chief support* et un *Loadmaster* de l'Office fédéral des exploitations des Forces aériennes (OFEFA) en cabine, renforcés par un médecin d'urgence professionnel (un soldat de milice), forment le team d'engagement. Le détachement compte encore un chef de délégation, un pilote professionnel engagé au profit de l'équipe d'évaluation en place durant l'exercice, un observateur, sans oublier *T-324*, l'indispensable machine qui volera aux côtés de 18 avions et 3 autres hélicoptères, dont 2 *Bell-212* autrichiens et 1 *C-130* suédois.

Enseignements

L'exercice est riche en enseignements et expériences de toutes sortes, à commencer par l'énorme effort consenti par les Polonais pour recevoir et loger plus de 300 participants, mais aussi pour transformer une ba-

[1] *Retrouvez ces exercices en consultant leurs pages web, aux adresses www. cbear99.mil.pl/ et www.mil.se/pfp/viking 99.*

se encore aux «standards» de la période soviétique. Un accueil chaleureux, allié à un souci d'efficacité dont tous se souviendront longtemps encore.

Après l'opération «ALBA» au Kosovo, les procédures internationales n'ont plus guère de secrets pour nos pilotes. Une fois ceux de l'*Air Tasking Order* (ATO) et de l'*Air Operation Directive* (AOD) levés, ils peuvent démontrer leur grand professionnalisme et leur aptitude à collaborer sans frictions sous un commandement militaire allié. Le ciel ne connaissant pas de frontières, les normes en matière de trafic et de matériels aériens étant largement répandues, nos Forces aériennes disposent déjà d'une confortable avance, tant intellectuelle que technique, en matière d'interopérabilité.

Conséquence de la réorganisation de l'Alliance atlantique, «COOPERATIVE BEAR» a disparu à la fin 1999. «CASUALTY CARE», un exercice combinant service sanitaire et évacuation aérienne, prendra le relais en 2001.

«VIKING 99»

Le PPP connaît également des exercices classés sous la rubrique «Dans l'esprit de...», totalement pris en charge par une nation partenaire ou un membre de l'Alliance qui, sans contributions extérieures, en assume le montage, la direction et l'appui. Ce fut le cas de «VIKING 99» organisé par les Suédois[2]. Pays neutre, la Suède s'est résolument engagée dans la construction d'une nouvelle architecture de sécurité européenne et mondiale. Sa participation au PPP se veut active, notamment sa contribution au développement du concept de *Peace Support Operations*[3].

Lors de Cooperative Bear 99, *l'Air Chief Marshal RAF Sir J. Cheshire, commandant en chef des Forces alliées du Nord-Ouest Europe, s'entretient avec le major von Flüe, chef pilote. (Photo: PIC CB99).*

Vers une instruction intégrée

La diminution des budgets, la diversification des missions, la nécessité de se préparer à long terme pour un conflit futur et, à court terme, pour des missions de soutien de la paix, et bien d'autres facteurs encore, ont amené l'OTAN et ses partenaires à réfléchir aux moyens de réduire les coûts d'instruction, tout en augmentant la qualité de celle-ci. La mise en réseau des états-majors pour des exercices est une variante possible, comme il l'a été démontré en avril 1999, grâce à Internet et aux communications satellites.

Il est désormais techniquement possible à un état-major de bataillon basé par exemple au Centre d'entraînement tactique de Lucerne de participer à un exercice avec d'autres états-majors de même niveau, situés en Hongrie, en Macédoine et aux Pays-Bas, sous le commandement d'un état-major de brigade interarmées basé en Finlande. Le tout en temps réel, en utilisant Internet pour

[2] *En l'occurrence le* Central Joint Command, *appuyé pour l'occasion par le* Swedish Wargaming Centre, *et le* Swedish International Command *(SWEDINT).*

[3] *Opérations de soutien de la paix sous mandat ONU ou OSCE, hors du secteur OTAN, mais conduites par l'Alliance, intégrant membres et partenaires sur une base volontaire.*

les communications écrites et les *net meetings* (liaison point-point entre deux ordinateurs équipés d'une caméra et d'un programme de conversation), ainsi que la vidéo-téléconférence pour les réunions d'état-major.

En 1999, «VIKING» a relié des états-majors situés en Suède, en Finlande, au Danemark, en Lettonie, en Allemagne, ainsi que sur un navire en mer Baltique.

Les dinosaures finissent par mourir...

Champions de l'inadaptation, les dinosaures ont fini par disparaître. En intégrant quelques-uns des mouvements pacifistes parmi les plus durs du pays dans le montage et le jeu de l'exercice, les Suédois ont ajouté un nouveau maillon à la chaîne de l'évolution des espèces... Ainsi ils ont, non seulement, démontré que partisans et adversaires des forces armées peuvent poursuivre un but commun, mais ils ont aussi établis que les deux doivent s'entraîner ensemble. Voilà qui peut surprendre, surtout quand de tels propos sont tenus par des «leaders pacifistes féminins», plus généralement connues pour leur absence de flexibilité et leur méconnaissance du monde militaire que pour leur esprit d'ouverture!

Contrairement à nos mouvements pacifistes néo-bourgeois qui justifient leur existence par la seule nécessité de salarier des agitateurs professionnels, les mouvements représentés dans «VIKING» ont l'habitude de mouiller leur chemise sur le terrain. Ces contacts avec la réalité d'un monde multipolaire aux dangers multiples, combinés à l'intelligence de réfléchir aux conséquences des mutations de l'ordre mondial telles que nous les vivons en continu depuis dix ans, les ont incités à saisir la main tendue par les militaires.

Viking 99: le G3 Plans *oriente le* Force Commander *et le* Deputy COS (Chief of Staff). *(Photo: PIC Viking 99).»*

C'est ainsi qu'*Amnesty International* (Suède), la *Life & Peace Institution*, le *Swedish Fellowship of Reconciliation* – mouvement prônant l'établissement d'une culture non violente – et la *Swedish Peace and Arbitration Society*, très active dans le domaine du désarmement, se sont retrouvés aux côtés de la Croix-Rouge suédoise pour travailler au scénario. Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), des organisations d'aide en cas de catastrophe, dont notre Division de l'aide humanitaire[4], étaient également représentés dans l'exercice aux côtés d'un corps de policiers civils.

Un scénario réaliste

L'île de Gotland, rebaptisée *Betaland* pour l'occasion, est divisée suite à un grave conflit ethnique aux racines anciennes. La guerre civile a donné lieu à de nombreux massacres et à des déportations. Le terrain est infesté de mines, des bandes armées incontrôlées mettent le pays à feu et à sang. *Utopania* et *Ruretania*, deux des trois principaux voisins, soutiennent les belligérants. *Neutralia* accepte en revanche de servir de base à l'UNMIBET, la force de paix internationale de l'ONU. Celle-ci se déploie le long d'une zone de séparation cou-

[4] *Division de l'Aide Humanitaire et Corps Suisse d'Aide en Cas de Catastrophes (AH + ASC).*

pant l'île en son milieu, ainsi qu'au Nord où réside une minorité sudiste. *South* et *North Beets* doivent aussi composer avec la présence de policiers civils non armés et avec de nombreuses organisations humanitaires venues contribuer à la réconciliation des frères ennemis et à la reconstruction du pays.

Cependant le principal défi auquel sont confrontés les participants, c'est moins de résoudre des cas pratiques empruntés aux expériences faites dans les Balkans que de comprendre l'autre, tout en apprenant à travailler avec lui. Si la collaboration entre militaires et policiers est déjà un problème en soi, on peut aisément imaginer ceux posés par la collaboration avec les civils! Plus de 300 organisations humanitaires se battent pour une tranche d'audimat en Bosnie et au Kosovo. Là où les militaires se veulent efficaces et discrets, les organisations civiles, surtout non gouvernementales, ont besoin de publicité pour s'assurer le soutien de leurs supporters. D'où des actions parfois spectaculaires, souvent irresponsables et aux conséquences mal calculées de leur part.

12 Suisses participent à cet exercice qui en rassemble plus de 500. Ils prennent une part active au montage et à la direction de l'exercice, aux travaux de l'état-major de la brigade et à ceux de la composante aérienne, contribuant également, avec 2 policiers, à la force de police internationale, avec un représentant du DFAE parmi les hautes autorités civiles.

Quels enseignements?

Notre culture du travail d'état-major n'est pas à la traîne de la norme internationale. Certes, la rédaction des ordres et le rythme de commandement peuvent parfois surprendre, tout comme la conduite depuis un *Joint/Tactical Operation Center* (JOC/TOC)[5]. Ce ne sont en

«COOPERATIVE DETERMINATION 2000»: premier exercice du PPP sur sol suisse

Dans le cadre du PPP, chaque quartier général OTAN est responsable du montage et de la conduite d'exercices compris dans le cadre des *Non-Article 5 Crisis Response Operations*. On y exerce en général l'état-major d'une ou de plusieurs GFIM. Ces exercices sont conçus comme des éléments dynamiques, capables d'évolution. Ils ont principalement pour buts de familiariser les partenaires avec les procédures internationales, dans le cadre d'un scénario d'une opération de soutien de la paix.

Organisé par le Quartier général interarmées du Centre-Sud (JHQ SOUTHCENT), basé à Larissa en Grèce, «COOPERATIVE DETERMINATION 2000» («CDE 2000») regroupera des participants provenant essentiellement de la zone Sud, le long d'un fuseau s'étendant du Portugal au Kirghizstan. Notre pays, qui se trouve à la charnière des secteurs d'engagement des deux quartiers généraux Nord et Sud des Forces alliées, fonctionnera en tant que nation hôte. Cet exercice-cadre d'état-major, qui se jouera du 1er au 10 novembre 2000, sera basé pour l'occasion au Centre d'instruction de l'armée à Lucerne (CIAL). «CDE 2000» sera assisté par ordinateur, pour la seconde fois depuis sa création.

Les deux co-directeurs d'exercice sont le major général (USMC) D. F. Bice, commandant en second de SOUTHCENT, et le divisionnaire A. Roulier, chef de la doctrine et de l'Instruction opérative. La tâche principale de la nation-hôte est de fournir la logistique nécessaire au bon déroulement de l'exercice: quelque 400 personnes sont attendues.

Outre de définir les modalités pratiques d'un travail en commun avec l'Alliance atlantique, cet exercice permettra aussi de voir à l'oeuvre un système de simulation différent du nôtre et de se rendre compte de visu des problèmes posés par le travail en état-major multinational. Il sert les buts de notre diplomatie de défense.

S. Cz.

[5] *Suivant le niveau et le degré d'intégration, on utilisera l'un ou l'autre terme. Il s'agit d'une cellule ad hoc se concentrant sur la conduite des opérations en cours.*

fait que des détails auxquels une instruction appropriée peut remédier.

Formes particulières d'engagement, les *Peace Support Operations* exigent un degré élevé d'interopérabilité qui, à notre avis, ne peut s'acquérir que par la maîtrise théorique préalable des opérations conventionnelles. L'interopérabilité est en effet plus qu'un terme technique, c'est une culture !

Patience, bonne volonté et ouverture d'esprit sont des «must» lorsque des officiers d'horizons et de cultures différentes ont à travailler ensemble.

Enfin, ce type d'exercice est l'occasion de rencontrer des personnes qui ont l'expérience du feu, et une occasion supplémentaire de préparer et d'entraîner nos officiers d'état-major.

Si notre pays a bâti sa réputation de valeur militaire sur le sang de ses mercenaires, alors il est juste que nous la maintenions avec la sueur de nos officiers et que nous n'hésitions pas à les engager systématiquement dans des exercices du PPP.

S. Cz.

Quoi de nouveau à la flotte suisse de F/A-18?

■ **Livraison ponctuelle des 34 appareils.–** Le Groupement de l'armement a remis dans les délais aux Forces aériennes les 34 *F/A-18*. Cette acquisition a coûté environ 200 millions de francs de moins que ne le prévoyait le budget. Les affaires compensatoires avec les Etats-Unis ont atteint 2,1 milliards de francs. Les engagements pris par les Américains de compenser intégralement jusqu'en 2003 les coûts de l'avion par des commandes auprès de l'industrie suisse sont déjà presque intégralement tenus. Plus de 350 firmes, en grande partie des PME, ont participé à ces affaires. Les fabricants américains du *F/A-18* sont entrés en contact avec 1800 entreprises suisses.

■ Dans le courant de l'an 2000, les *F/A-18* de type C et D ne seront plus fabriqués, l'achat d'appareils d'occasion de l'US Navy ou d'autres forces aériennes n'est pas possible, l'acquisition de *F/A-18* de type plus ancien, mis au niveau D coûterait très cher en argent et en temps, sans pour autant exclure des risques. Tout cela pour dire que le problème du remplacement des *Mirage* d'exploration n'est pas encore résolu…

■ En 1998, le commandement des Forces aériennes suisses avait interdit de tirer de la munition de combat avec les canons de bord du *F/A-18*. En Finlande, un obus de guerre avait explosé à la sortie du tube et un appareil de l'US Navy s'était écrasé après un tir de munition d'exercice. Les enquêtes ont permis d'autoriser à nouveau le tir d'obus de guerre, mais pas d'obus d'exercice. Le canon est employé dans l'appui au sol, mais très rarement en combat aérien où l'on engage le missile radar *AMRAAM* et le missile infrarouge *Sidewinder*. Les *F/A-18* suisses ne font pas d'appui au sol…